

Lois et stratégies en attente de leur mise en place



Les graves problèmes environnementaux du pays constituent des enjeux clé pour le développement durable et la réduction de la pauvreté. Ces dernières années un nouveau cadre juridique et politique a été mis en place pour la gestion environnementale. Cependant, sa mise en œuvre effective constitue toujours une forte préoccupation. Une stratégie nationale de développement durable, élaborée avec la participation d'organisations de la société civile, a été adoptée. Le succès pour aborder les enjeux clé de la protection de l'environnement dépend du développement des capacités pour la mise en œuvre et la surveillance ainsi que d'une prise de conscience accrue et de l'obtention de soutien politique pour la gestion environnementale.

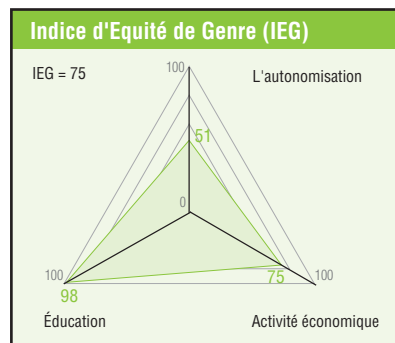
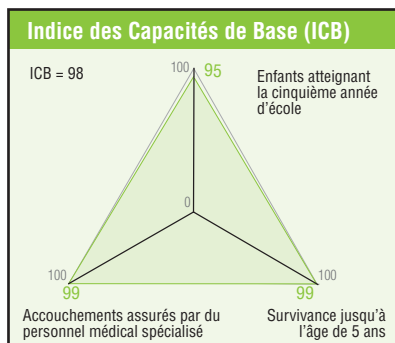
Association Technology and Society

Mirjana Dokmanovic, PhD

Danica Drakulic, PhD

À partir de la crise économique des années 1990, la plupart des investissements indispensables pour prévenir la pollution, construire l'infrastructure d'assainissement et de provision d'eau n'ont pas été réalisés¹. Lors des dernières années, le pays a fait beaucoup de progrès en matière de développement des politiques formelles et d'établissement des bases juridiques pour la gestion environnementale, notamment à travers l'harmonisation de la législation avec l'*acquis communautaire* (la législation cumulée, les actes juridiques et les décisions des tribunaux constituant la base de la législation de l'Union Européenne)². Pour la période 2009-2017, la Stratégie nationale pour le développement durable (NSDS, pour son sigle en anglais) a été développée avec la participation de la société civile et a été adoptée en mai 2008³. La NSDS est basée sur trois facteurs clé du développement durable : le développement économique durable, le développement social durable et la protection de l'environnement par le biais de l'utilisation rationnelle des ressources naturelles. Ce document stratégique a identifié, en Serbie, les problèmes clé suivants concernant l'environnement :

- **Pollution de l'eau** : voici le problème environnemental majeur du pays. Seulement 63 % de la population peuvent accéder aux services publics d'eau potable, alors que seulement 35 % sont connectés à un réseau public d'égouts. En général, la qualité de l'eau potable n'est pas satisfaisante. Seulement la moitié de la population peut accéder à l'eau potable dans des systèmes d'approvisionnement d'eau contrôlés. Les contrôles montrent que dans la région centrale de la Serbie, plus de 40 % des échantillons d'eau étaient pollués par des germes, alors qu'en Voïvodine, une province autonome, le problème



principal reste la pollution chimique⁴. La plupart des centres industriels et des grandes villes ne possèdent pas d'usines de traitement des eaux usées. Voici la raison pour laquelle, 44 000 tonnes d'agents toxiques sont versées, par an, dans les lacs et les rivières⁵. La Serbie est le principal agent de pollution du Danube, alors que le Canal Danube-Tisa-Danube est le point le plus pollué de l'Europe⁶.

- **Pollution de l'air** : les principaux agents de pollution de l'air sont les installations de production d'énergie et les usines industrielles possédant une technologie de nettoyage de l'air peu efficace. La production d'électricité et de chaleur sont les responsables de l'émission d'environ 345 000 tonnes de SO₂ (dioxyde de soufre) par an, ce qui représente 98 % du total des émissions de SO₂⁷. L'air est pollué dans toutes les grandes villes ; cela est dû, notamment, au transport à base d'essence au plomb encore utilisée.
- **Gestion inadéquate des déchets** : alors que l'efficacité énergétique de l'industrie représente un tiers de la moyenne mondiale, la production de déchets est extrêmement élevée et le recyclage des déchets et la sécurité de la gestion est faible. Les déchets municipaux collectés représentent 60 % (2,2 millions de tonnes par an) du total.

En général, les sites d'évacuation des déchets ne respectent pas les exigences techniques. Il existe 3251 sites de décharge de déchets illégaux, notamment dans les zones rurales⁸. Il n'existe pas de données fiables concernant les déchets dangereux produits par l'industrie, mais il n'existe pas non plus de plans de traitement ou de sites de décharge pour ce genre de déchets.

- **Dégradation du sol** : les terres agricoles couvrent 60 % de la Serbie centrale et 82 % de Voïvodine. La qualité du sol est affectée par l'utilisation d'eaux polluées pour l'arrosage, par la pollution chimique produite par les usines industrielles, par le déversement de déchets et par l'érosion.
- **Gestion forestière non durable** : les forêts couvrent 27 % du territoire du pays. Pourtant, la croissance et la qualité des forêts sont menacées par la surexploitation agricole, l'abattage illégal et la mauvaise gestion.

Les liens entre l'environnement et la santé publique

Suivant une étude menée par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) dans laquelle on a analysé l'exposition de la population à différents facteurs environnementaux et suivant les données statistiques nationales publiées en 2007, on estime que 27 % de la population du pays est atteinte par des maladies produites par des facteurs environnementaux⁹. Compte tenu de ce qui

4 Slunge et collaborateurs, op. cit., p. 2.

5 Site web du ministère de la Protection de l'environnement, (2011), <www.ekoplan.gov.rs>.

6 Gouvernement de la Serbie, Sustainable Development Strategy Is One of the Preconditions for Serbia Entering the EU, (Belgrade : le 5 décembre 2007), <www.srbija.sr.gov.yu/vesti/vest.php?id=79525>.

7 Slunge et collaborateurs, op. cit., p. 2.

8 Gouvernement de la Serbie, "Chapitre 27 : Environnement" dans *Responses to the European Commission Questionnaire*, (Belgrade : 2011), p. 150. Disponible sur : <www.srbija.gov.rs/?change_lang=en>.

9 Ibid, p. 92.

1 D. Slunge, A. Ekobom et E. Dahlberg, *Serbia Environmental and Climate Impact Analysis*, School of Economics and Commercial Law, (Göteborg : 2008).

2 Gouvernement de la Serbie, *National Sustainable Development Strategy*, (Belgrade : 2008).

3 Journal officiel de la République Serbe, N° 57/08.

précède, et compte tenu du fait que les enfants sont le groupe le plus sensible aux répercussions négatives de l'environnement sur la santé, le Gouvernement a adopté, le 1^{er} octobre 2009, le Plan d'action sanitaire et de l'environnement pour les enfants. Les principales priorités de ce plan sont d'augmenter l'accès à l'eau potable en zone rurale, d'augmenter l'accès à un assainissement adéquat, de réduire les accidents de circulation, la pollution de l'air, le contact des enfants avec la fumée du tabac et d'arrêter, et plus tard interdire, l'utilisation d'essence au plomb.

Les romanichels et les déplacés internes sont particulièrement exposés aux risques de l'environnement en raison du manque de logements appropriés et d'accès à l'eau potable. D'autre part, la dégradation du sol contribue à la pauvreté dans les zones rurales. Le premier et le deuxième rapport de progrès sur la mise en place de la stratégie de réduction de la pauvreté ont conclu que : « les investissements en installations d'approvisionnement d'eau, en usines de traitement d'eaux usées et en programmes exceptionnels de nettoyage de l'environnement ont eu un impact direct sur la réduction de la pauvreté. Indirectement, ces activités ont également contribué à l'embauche de travailleurs semi-qualifiés et d'indigents »¹⁰.

En 2009, l'Assemblée nationale a approuvé la Loi de Santé Publique. Cette loi reconnaît l'impact de l'environnement sur la santé comme l'un des domaines prioritaires à aborder en matière de santé publique. En outre, la Stratégie de Santé Publique¹¹, également adoptée par le Gouvernement en 2009, établit un ensemble d'activités stratégiques visant à protéger la santé de la population des effets environnementaux négatifs.

Tendances économiques et problèmes environnementaux

Lors des dernières années le besoin d'élaborer une législation nationale de protection de l'environnement et de respect de la politique de l'UE a poussé à adopter un grand nombre de lois et de documents normatifs¹² abordant les enjeux identifiés (qualité de l'air, gestion des déchets, qualité de l'eau, protection de la nature, contrôle de la pollution industrielle et gestion du risque, produits chimiques, changement climatique, bruit et protection civile), tel qu'indiqué dans les réponses du Gouvernement au questionnaire de la Commission Européenne (2011).

Cependant, financer la mise en œuvre de la NSDS est un enjeu clé compte-tenu des tendances économiques défavorables. Étant donné que le taux de croissance a augmenté de 5,6 % entre 2001 et

2008, les trois dernières années ont été caractérisées par un ralentissement de l'activité économique et du développement des opérations de change, suivi par une diminution de la demande externe et interne et de l'investissement étranger. En 2010 le produit intérieur brut (PIB) a augmenté de 1,5 %¹³, alors que pendant la même période les prix chez le consommateur ont augmenté de 10,3 % et le coût de la vie de 6,8 %. Le solde négatif du commerce extérieur a été de 58 % et son déficit a grimpé à 4,3 milliards d'EUR (6,1 milliards d'USD) en 2010. La dette extérieure a atteint 80 % du PIB et l'entrée d'investissements étrangers directs (IED) ont continué de chuter : ils ont atteint 654 millions d'EUR (931 millions d'USD) en 2010. De petites entrées d'IED et l'émission nette de crédit ont provoqué une dégradation de la balance des paiements. La dette publique a atteint 36 % du PIB¹⁴. Les réserves obligatoires ont diminué et le taux d'intérêt de référence a augmenté, passant de 9 % à 9,5 % en octobre 2010. Le dinar serbe a subi une dépréciation nominale de 10,7 % qui a été en réalité de 4,8 %.

En 2010, le taux officiel de chômage a atteint 20 % mais l'estimation du nombre réel de gens cherchant du travail a été supérieure et le taux de chômage a diminué peu à peu. Le taux de travail sur le marché noir a été élevé (20,6 %) en comparaison avec le nombre total de travailleurs ayant un emploi régulier¹⁵.

Le Gouvernement prévoit une légère relance de l'activité économique grâce à une combinaison de plusieurs circonstances y compris la récupération de l'économie de l'UE, la rectification réussie des accords avec le FMI, l'accord des banques étrangères les plus importantes du pays pour maintenir leurs niveaux d'exposition au risque de crédit afin de stabiliser les marchés financiers, et les mesures de politique économique adoptées. Cependant, début 2011, les indicateurs macroéconomiques ont prévu une chute ultérieure de l'activité économique à la suite d'un recul des industries, telles que les industries manufacturières et d'énergie électrique, ainsi qu'une diminution de la production agricole.

Ayant hérité des problèmes économiques tels que l'insolvabilité des entreprises, les tendances négatives du marché du travail, l'augmentation continue du chômage, les mauvaises perspectives quant à la croissance et l'augmentation de la pauvreté, cette crise devient non seulement plus profonde mais également chronique. Le Gouvernement s'est montré insensible face aux conséquences de la crise, raison pour laquelle il doit faire face à un mécontentement social de plus en plus grand. Dé-

but 2011 le manque de mise en place des réformes et la dégradation des conditions de vie – notamment pour des groupes vulnérables tels que les chômeurs, la population rurale, les romanichels, les personnes handicapées et les retraités¹⁶ – ont rendu la situation encore plus compliquée du fait de la réorganisation du Gouvernement et de l'instabilité politique. Le mécontentement social et l'insécurité augmentent à cause du manque d'accès à l'emploi et à un travail digne. En même temps, l'avenir des travailleurs est de plus en plus incertain¹⁷ en raison de la faillite incessante des entreprises, de l'énorme endettement interne¹⁸ et d'un processus de privatisation mal géré ayant entraîné un nombre accru de grèves en 2011¹⁹. Un grand nombre de nouveaux propriétaires de sociétés privatisées avaient décidé de les racheter pour spéculer sur leur revente au lieu de maintenir la production. Les syndicats estiment que le salaire moyen mensuel diminuera en 2011 de 435 USD à 350 USD²⁰.

Les prévisions du Gouvernement pour 2011 (une croissance du PIB de 3 %, un taux d'inflation de 5,8 %, un taux de chômage de 20 %, la participation des déficits de compte courant de 8,2 % du PIB, au-dessus de 40 % du PIB et la dette extérieure de 74,2 % du PIB) sont déjà incertaines.

Conclusion

Le Gouvernement se trouve tout simplement en état de déni par rapport aux tendances de l'économie réelle et à la chute évidente du niveau de vie de la population, et il se borne à réaliser des déclarations optimistes pour le court terme. Cependant, le besoin de changer le cours préalable au développement et à la croissance est de plus en plus urgent car la situation actuelle est insoutenable. Le modèle de croissance économique doit être changé et l'économie doit viser le développement et l'augmentation de l'investissement et de l'exportation au lieu de se centrer sur la consommation.

La Serbie devra faire de très grands efforts pour accomplir les objectifs établis dans la NSDS : atteindre le PIB prévu. Actuellement, seul 0,3 % du PIB est destiné à protéger l'environnement. Ces modestes ressources sont insuffisantes. Pour satisfaire cette priorité, on estime qu'il est nécessaire d'obtenir un financement complémentaire des ressources de 1,02 % en 2011. Le succès pour aborder les enjeux environnementaux clé dépend du développement des capacités pour la mise en œuvre, la surveillance et l'exécution, ainsi que d'une prise de conscience accrue et de l'obtention de soutien politique pour la gestion environnementale. ■

10 Gouvernement de la Serbie, *First Progress Report on the Implementation of the Poverty Reduction Strategy in Serbia*, (Belgrade : 2005) ; *Second Progress Report on the Implementation of the Poverty Reduction Strategy in Serbia*, (Belgrade, 2007).

11 Ibid., *National Strategy on Public Health*, (Belgrade : 2009).

12 Par exemple, la Stratégie nationale d'intégration de la République Serbe dans les mécanismes de production propre du protocole de Kyoto dans le domaine de la gestion des déchets, Agriculture et Forêts, la Stratégie nationale de santé publique, la Stratégie nationale sur l'introduction d'une production propre. Consulter : <www.srbija.gov.rs>.

13 La source de toutes les données de ce paragraphe, sauf en cas d'indication d'une autre source, est le Ministry of Finance, *Revised Memorandum on the Budget and Economic Fiscal Politics for 2011, with projections for 2012 and 2013*, <www.mfin.gov.rs/?change-lang=en#>.

14 B. Mijatovic, "The European View on Serbia", *Fokus*, (Belgrade : Centre des Études démocrates-libérales, 2011).

15 Gouvernement de la Serbie, *Social Connection Control in Serbia*, (2010), <www.inkluzija.gov.rs/?p=2615>.

16 Gouvernement de la Serbie, *First National Report on Social Inclusion and Poverty Reduction in the Republic of Serbia*, (Belgrade : mars 2010).

17 Confédération des Syndicats Autonomes de la Serbie, *250,000 Dismissals in Serbia in Last Two Years*, (février 2011), <www.sindikats.rs/e_saoostenja.htm>.

18 Ibid. En 2010, la somme totale due aux banques était de 27,17 milliards d'USD.

19 Confédération des Syndicats autonomes de la Serbie. Consulter : <www.sindikats.rs/e_saoostenja.htm>.

20 Ibid., *250,000 Dismissals... op. cit.*